

Alerte sur la progression du racisme et de l'antisémitisme

1. Selon le baromètre annuel de la tolérance que révèle La Croix en exclusivité, les préjugés racistes et antisémites augmentent pour la deuxième année consécutive.
2. La Commission nationale consultative de droits de l'homme (CNCDH), qui présente ce rapport, alerte sur dégradation de la cohésion nationale, malgré un niveau de tolérance qui reste élevé.

Dans le contexte d'une possible victoire du Rassemblement national (RN) aux élections législatives des 30 juin et 7 juillet, le rapport annuel de la Commission nationale consultative de droits de l'homme (CNCDH), publié jeudi 27 juin, prend une résonance particulière. Le 12 juin, l'institution sortait d'ailleurs de son devoir de réserve en lançant un appel à « faire barrage à l'extrême droite ». Le programme du RN « s'oppose de façon frontale » aux principes d'égalité, de fraternité et de liberté, en particulier la « préférence nationale » qui en constitue « le fil rouge ». L'appel se double d'une mise en garde plus large de l'institution qui demande aux Français de « mesurer la gravité exceptionnelle de leur choix au regard du respect impérieux en France des droits fondamentaux ».

Cette tension politique intervient alors même que le climat social de la France se dégrade, comme le confirme le baromètre annuel de la tolérance, qui mesure la place dans l'opinion des préjugés racistes et antisémites. Pour la deuxième année consécutive, cette enquête réalisée depuis 1990 par la CNCDH enregistre un recul de l'indice longitudinal de tolérance (ILT), qui passe en 2023 de 65 à 62 sur une échelle de 0 à 100.

Cet indice est établi par les chercheurs à partir d'une série de questions demandant aux personnes de se positionner sur certaines affirmations. Par exemple, l'idée que les « Français juifs » ou les « Français musulmans » sont des « Français comme les autres ». « Ce recul soulève de sérieuses questions quant à l'évolution du vivre-ensemble », note le président de la CNCDH, l'avocat Jean-Marie Burguburu. Sur le long terme, l'évolution de l'ILT dessine une courbe en augmentation constante, les scores se situant autour de la cinquantaine dans les années 1990 pour dépasser la soixantaine depuis le début des années 2000. Pour la chercheuse Nonna Mayer, qui pilote l'étude, cette « tendance structurelle à la hausse » s'explique, d'une part, par « le renouvellement de la population, les plus jeunes générations étant plus tolérantes ». D'autre part, par « l'élévation du niveau d'instruction et enfin par une diversité croissante de la société ». Cette progression n'est toutefois pas linéaire, avec des variations très corrélées à l'actualité.

En 2023, l'année a été particulièrement marquée par la polarisation au sujet des étrangers avec les émeutes dans les banlieues à la suite de la mort du jeune Nahel, tué à Nanterre par un tir policier (il y a précisément un an, le 27 juin 2023), l'affaire de Crépol où le jeune Thomas a été tué pendant une fête de village, ou les débats sur la loi immigration. Si l'on veut voir le verre à moitié plein, le baromètre 2024 de la CNCDH est à cet égard rassurant. Malgré un contexte très défavorable, « on est tenté de dire que la tolérance tient, analyse Nonna Mayer. Elle ne baisse que de 3 points et se maintient à un niveau élevé ».

S'agit-il d'un fléchissement sans lendemain, comme il y en a déjà eu dans l'histoire du baromètre, ou cette tendance peut-elle s'inscrire dans la durée ? « C'est pour l'instant impossible à dire, mais la perspective d'un conflit long au Proche-Orient et la situation politique en France peuvent inquiéter », estime prudemment la chercheuse.

La mauvaise nouvelle du baromètre est la baisse de la tolérance plus marquée concernant les juifs. L'indice est calculé à partir de sept questions portant sur des stéréotypes (rapport au pouvoir, argent...). « Sur les sept, un seul augmente nettement (+ 7 points), celui selon lequel les juifs sont plus attachés à Israël qu'à la France, commente Nonna Mayer. C'est la vieille idée de la double allégeance des juifs. » En 2014 déjà, lorsque Israël avait lancé l'opération militaire « Bordure

protectrice » à Gaza, des manifestations anti-israéliennes avaient éclaté en France et l'idée du « juif étranger » avait ressurgi, rappelle-t-elle. Sur ce point aussi, Nonna Mayer veut toutefois souligner une raison de ne pas désespérer. À la question de savoir s'il faut lutter contre l'antisémitisme, 78 % répondent oui, soit 5 points de plus que l'an dernier. Idem pour l'islamophobie (+ 7 %). « C'est plutôt positif, car cela signifie que la dégradation de la situation ne laisse pas indifférents les Français », conclut la chercheuse.

Bernard Gorce